

Sénatoriales du 9 Avril

L'opposition perd le nord

Le dépôt légal pour les candidatures aux sénatoriales du 9 Avril prochain est ouvert officiellement ce lundi 23 Février. Deux mois avant l'échéance, l'opposition prise entre le boycott incertain et la participation suicidaire, ne sait plus sur quel pied danser. Face à elle, un pouvoir qui, à en juger par les sénatoriales d'il y a deux ans et la présidentielle du 7 novembre dernier, n'inspire aucune confiance quant au respect des règles de la transparence.

Suite en page 5

Sénatoriales du 9 Avril

L'opposition perd le nord

Suite de Une

À quelque chose malheur est bon, pourrait on dire. Echaudées par l'expérience, les forces de l'opposition semblent, depuis peu, animées de la volonté de coordonner leurs efforts face au pouvoir, à la veille des sénatoriales qui se profilent à l'horizon. Les leaders politiques de l'opposition, toutes tendances confondues, nous avaient habitués à aller aux compétitions électorales en rang dispersé; chacun voulant vraisemblablement mesurer ses forces et, par conséquent, imposer son leadership. Une attitude qui s'est révélée peu payante et porteuse de menaces pour l'unité d'action. En 12 ans d'existence (à l'exclusion de la présidentielle de janvier 1992), l'opposition n'a jamais véritablement inquiéter le pouvoir, même si au cours des législatives de 2001 elle a conquis une dizaine de sièges à l'Assemblée nationale. L'accaparement de la gestion du pays par le pouvoir et son obstination à ne laisser aucune marge de manoeuvre à l'opposition ont certainement contribué à éveiller les leaders de celle-ci. Deux des principales formations hostiles au régime, le Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) et l'Alliance Populaire Progressiste (APP), ont décidé de coordonner leurs forces, à travers une liste commune aux sénatoriales du 9 avril prochain. Ce qui permettra, à

coup sûr, aux deux formations de remporter deux sièges sur les trois en jeu dans la capitale. Le Parti Républicain, Démocratique et Social (PRDS), rompu aux techniques de manipulation des élections, ne manquera pas à recourir à ses vieilles méthodes pour renverser la tendance. Le PRDS tentera sûrement de s'attirer les bonnes grâces de certains conseillers de l'opposition. En 2002, le parti du président de la République avait recouru à des méthodes assez douteuses quand il avait été mis en ballottage à Timbedra. L'actuel ministre de l'Intérieur, alors ministre de la Défense, avait été mobilisé sur les lieux pour venir à la rescousse de son candidat mis en mauvaise posture par le candidat de l'Union des Forces du Progrès (UFP). La même chose se produisit à Aïn Safra, quand les responsables du PRDS séquestrèrent les conseillers de l'UFP; la plainte déposée par les responsables de ce parti est restée sans suite. C'est donc sans grande conviction que l'opposition se rend à ces élections. L'essentiel consistant pour les uns et les autres à saisir cette opportunité pour dénoncer les pratiques antidémocratiques du régime et sa mauvaise gestion de la chose publique. Mais est ce vraiment suffisant pour participer à une élection perdue d'avance? Une question que se posent à la fois